



ADMINISTRATEURS
TERRITORIAUX

Les Français et le service public local **Ipsos pour l'AATF, Octobre 2018**

Fabien Tastet, Président de l'AATF

En lançant à la fin du mois de septembre l'appel de Marseille et la création d'une structure commune Territoires Unis, les associations des maires, des départements et des régions de France, ont témoigné, par cet événement inédit, de l'ampleur des désaccords, des difficultés et des incompréhensions qui n'ont cessé de se creuser entre les représentants des collectivités locales et le gouvernement.

C'est dans ce contexte, conforté par un mouvement sans précédent de démission de maires, que l'Association des administrateurs territoriaux de France, think-tank des hauts fonctionnaires territoriaux, rend public pour la deuxième année son baromètre sur l'action publique locale (réalisé par IPSOS) qui présente la particularité de croiser le regard porté par les français sur la gestion des collectivités locales, avec celui des fonctionnaires territoriaux sur leur action. Cet exercice original apporte son lot de surprises, souvent en décalage avec les représentations préconçues généralement véhiculées sur ces sujets.

A 18 mois des échéances électorales municipales, ce baromètre constitue un outil précieux pour mesurer l'état de l'opinion et renouveler le débat sur les questions relatives aux relations de l'Etat et des territoires, des citoyens et de l'action publique, des Français et des fonctionnaires.

Les principaux enseignements du baromètre

- **Face au dialogue difficile entre l'Etat et les collectivités locales, les Français confirment leur soutien aux services publics locaux**

79 % du Grand public déclare ainsi faire davantage confiance aux collectivités locales plutôt qu'à l'Etat (21 %) pour organiser les services publics. S'agissant des prestations et des services fournis par les collectivités locales, le Grand public fait part d'une forte satisfaction. Plus précisément, 80% des répondants considèrent que les collectivités territoriales fournissent des prestations et des services de qualité. Un niveau de satisfaction similaire à celui qui est mesuré lorsqu'ils sont consultés en tant qu'usagers : 79 % sont satisfaits de la qualité des services dont ils bénéficient.

- **L'échelon local reste donc largement privilégié par les Français qui appellent même à son renforcement**

Ainsi, 82 % préfèrent que les collectivités locales choisissent elles-mêmes la façon de faire des économies ce qui questionne la politique gouvernementale des contrats financiers très contraignants que l'Etat a mis en place avec les grandes collectivités. 88 % des Français soutiennent également le pouvoir d'adaptation locale des normes nationales. Comme un rappel au Président de la République qui s'est engagé à mettre en oeuvre un pouvoir d'expérimentation et tarde à la faire.

Il est intéressant de noter que, malgré les contraintes régulièrement rappelées par les pouvoirs publics d'une nécessaire maîtrise de la dépense publique, les français ne sont pas en demande de moins d'action publique. Ils sollicitent au contraire une mobilisation accrue de la puissance publique autour de la question des déserts médicaux, du soutien aux zones rurales et de l'adaptation des horaires des services publics, autant de chantiers que l'AATF avait pointés comme prioritaires il y a un an et qui sont aujourd'hui engagés par le gouvernement (plan Buzyn contre les déserts médicaux, création en cours de l'Agence nationale des Territoires, plan de soutien à l'extension des horaires de lecture publique après le rapport Orsenna).

- **Le rendez vous manqué du gouvernement avec les fonctionnaires ? Confiant dans l'avenir en 2017, les fonctionnaires territoriaux basculent dans le scepticisme**

Enseignement important de cette enquête, plus d'un fonctionnaire territorial sur deux estiment que les services et les prestations proposés aux administrés sont en train de se détériorer (55 %, +10 pt par rapport à l'enquête 2017). Une évolution qui traduit bien le sentiment de pénuries de ressources et la sensation que les mauvaises nouvelles se succèdent. Autre fait témoignant des craintes des fonctionnaires territoriaux pour l'avenir : près des trois quarts d'entre eux (72 %, +6) considèrent que « les collectivités locales ne pourront pas remplir leurs nouvelles missions et maintenir le même niveau de prestations sans augmenter les tarifs ou augmenter les impôts locaux » ; à titre de comparaison, seule une courte majorité du Grand public partage cette opinion (53%).

Sans doute ces tendances traduisent-elles la déception des fonctionnaires vis-à-vis des annonces ou des non annonces gouvernementales à leur égard comme le sentiment d'un quotidien professionnel menacé par le durcissement des rapports Etat - collectivités locales.

- **La fonction publique : des Français moins critiques qu'on ne le croit, des fonctionnaires moins conservateurs qu'on ne l'imagine, souhaitent des évolutions...mais pas à n'importe quelles conditions**

Malgré les très régulières disputes françaises sur la fonction publique, les Français marquent un réel attachement à ce qui en constitue son ADN. 77 % des Français souhaitent que le statut de la fonction publique soit maintenu (56 % sont pour accompagner ce maintien de l'introduction de plus de souplesse). 43% des Français (+3) souhaitent également le maintien de la garantie de l'emploi à vie. Si, sans surprise, 61% des fonctionnaires territoriaux estiment qu'il faudrait maintenir l'accès au mérite par les concours pour le recrutement dans la fonction publique territoriale, il est à noter que cet avis est partagé par 72% du Grand public. Les français, parfois prompts à la critique des fonctionnaires, demeurent très attachés à l'un des piliers de la méritocratie républicaine.

Cet attachement vis-à-vis des fonctionnaires est inversement proportionnel à la distance. Les fonctionnaires de l'Etat, « Paris et les ministères » sont très critiqués. Les services publics locaux plébiscités : pompiers, crèches et accueil de la petite enfance, voirie et espaces verts, etc. 68 % des Français ont une bonne opinion des fonctionnaires territoriaux, tandis qu'une majorité a une mauvaise opinion des fonctionnaires d'Etat (54 %). Cet écart, qui renvoie à l'enracinement d'une opposition entre le pouvoir central, jugé trop technocratique, et la province, doit interpeller le gouvernement et appelle à une réforme en profondeur de la haute fonction publique, notamment pour que se mélangent davantage hauts fonctionnaires d'Etat et les hauts fonctionnaires territoriaux, qui exercent leurs missions sur le terrain au contact des réalités concrètes. D'ailleurs, les Français sont une large majorité à réclamer plus de mobilité entre les différents types de hauts fonctionnaires (83 %) ainsi que l'ouverture de la haute fonction publique à des hommes et des femmes issus d'autres horizons (82 %).

S'agissant de la perception des éventuelles réformes de la fonction publique par les fonctionnaires eux mêmes, le baromètre montre que les fonctionnaires territoriaux ne sont pas là où on les attend. Loin des caricatures, loin d'être arc-boutés sur des privilèges ils ne sont pas opposés à un assouplissement de leur statut (58 %), à un renforcement des pouvoirs de l'employeur (75 % pour favoriser le licenciement pour insuffisance professionnelle) ou à un régime de retraite unique avec le privé (55 %). Rappelons que dans le baromètre 2017, ils étaient aussi favorables (à 54 %) au rétablissement du jour de carence, mesure prise depuis lors par le Gouvernement.

Ainsi, l'opinion des Français comme des fonctionnaires semble ouvrir un chemin pour une réforme équilibrée de la fonction publique. Un chemin que semble pour l'instant avoir manqué le gouvernement s'agissant de l'ouverture au privé.

- **L'ouverture de la fonction publique au privé fait débat**

Si des mobilités entre public et privé sont souhaitées par 81 % du Grand public et 77 % des fonctionnaires territoriaux, les Français estiment que l'ouverture des administrations publiques ne peut pas se faire sans contrôle. Une large majorité de français (65 %) estime qu'il faudrait limiter le nombre de cadres issus du privé dans l'administration (73 % des fonctionnaires partagent cet avis). 89 % des français (et 91 % des fonctionnaires) estiment que le recrutement de cadres issus du privé doit également s'accompagner de principes et de règles déontologiques pour éviter les conflits d'intérêt avec les entreprises dans lesquelles ils ont auparavant travaillé.

Ces derniers éléments sonnent comme un démenti pour le gouvernement qui avait tenté à l'été d'ouvrir sans régulation les postes de la haute administration au secteur privé avant que le Conseil constitutionnel n'abroge cette disposition.

Contact presse : Mathias Nirman / mathias.nirman@chefcab.fr / 06 74 63 18 31

Retrouvez [Nos propositions pour une action publique renouvelée](#)